



Avril 2012

### édito

## Directive européenne sur l'efficacité énergétique : aidera-t-elle les précaires énergétiques ?

Erica Hope, Réseau Action Climat Europe



Pour les ménages en situation de précarité énergétique, les tables de négociation bruxelloises doivent sembler bien éloignées de leurs préoccupations. Cependant, la nouvelle directive sur l'efficacité énergétique, actuellement en cours de discussion dans la capitale européenne pourrait contribuer à améliorer leurs conditions d'habitat. Cette directive, qui devrait être adoptée d'ici fin 2012, est destinée à s'assurer que l'objectif fixé par l'UE de réduire de 20% la consommation d'énergie d'ici 2020 sera atteint. L'une des propositions centrales consiste à obliger les fournisseurs d'énergie à participer à l'effort collectif - en aidant leurs clients à réaliser des économies d'énergie, avec des objectifs de réduction déterminés à l'avance (annuellement ou pluri annuellement). Il s'agira, par exemple, de financer un système d'éclairage plus efficace dans une usine ; de réaliser des travaux d'isolation, ou toute autre mesure d'amélioration énergétique, dans les logements de leurs clients résidentiels.

L'une des difficultés rencontrées lorsque l'on parle d'efficacité énergétique réside dans le fait que ce type de mesures est rarement en tête de liste des priorités d'investissement. Obliger explicitement les entreprises énergétiques à réaliser une part des économies nécessaires permet de contourner une partie du problème. Le risque existe de voir ces entreprises répercuter sur leurs clients les coûts induits par ces nouvelles mesures. Pour éviter que les familles à faible revenu ne soient pénalisées des « gardes fous » seront mis en place. Il a également été proposé que ces mesures ciblent en priorité les ménages en précarité énergétique. Il reviendra alors à chaque État membre de décider comment atteindre cet objectif.

Grâce au nouveau dispositif (et à d'autres mécanismes), on peut espérer que la mise en œuvre de la directive permettra une amélioration progressive du parc immobilier en Europe. Les États membres sont invités à trouver des solutions pour dépasser le cloisonnement entre les dispositifs financiers destinés aux propriétaires et aux locataires, afin que les propriétaires bailleurs soient davantage incités à investir dans les biens qu'ils possèdent sans y habiter. Les députés européens proposent de mettre en place des fonds nationaux pour l'efficacité énergétique, afin d'augmenter les fonds disponibles pour les investissements dans l'efficacité énergétique et la sensibilisation, et de les affecter via des canaux appropriés. Le Conseil envisage d'exiger, pour les organismes de logements sociaux, la mise en place de programmes spéciaux pour l'efficacité énergétique et de nouveaux systèmes de gestion.

Ce qu'attendent réellement les clients, lorsqu'ils paient leurs factures d'énergie, c'est d'avoir accès à des services énergétiques: un logement convenablement chauffé, ou la capacité de se déplacer d'un point A à un point B. Bien que le contenu final de la directive ne soit pas encore connu et fasse l'objet de négociations difficiles à Bruxelles, il s'agit bien là d'une étape importante pour l'Europe : amener son système énergétique à se concentrer sur la fourniture de services, plutôt que de permettre aux entreprises de faire de gros bénéfices sur la vente de grandes quantités d'énergie, souvent gaspillée.

### zoom sur...

## EC-LINC – Energy-Check for Low Income Households

Eva Marx, Berliner Energieagentur



La hausse des prix des carburants et de l'énergie sont aujourd'hui des questions d'actualité dans la plupart des pays européens, avec les défis liés au changement climatique et à l'épuisement des ressources naturelles. Pour un ménage modeste, ce débat se concentre souvent autour de la capacité à assurer financièrement ses conditions d'existence - ou pour faire simple, savoir s'il est en capacité de payer ses factures, allumer la lumière et avoir chaud en hiver. Ce sont les (bonnes) raisons pour lesquelles ACHIEVE a un projet « jumeau » : EC-LINC, Energy-Check for Low Income Households (Diagnostics énergétiques pour les ménages modestes).

Ce projet, coordonné par l'Agence de l'énergie de Berlin, vise à donner aux ménages modestes les moyens et la motivation nécessaires pour mieux maîtriser leur consommation d'énergie, en appliquant des mesures à coût nul ou très faible. Les sites pilotes de EC-LINC à Berlin, Berchem, Budapest et Vienne aident ainsi ces ménages à modifier leurs habitudes de consommation.

En outre, comme dans ACHIEVE, des petits équipements économes en énergie et en eau sont installés gratuitement au cours des visites. Dans certains sites, des chômeurs longue durée ou des personnes faiblement qualifiées sont formés pour devenir conseillers en économie d'énergie, ce qui permet d'engager le dialogue avec les ménages sur des bases sociales identiques et d'améliorer les chances des conseillers sur le marché du travail.

EC-LINC vise aussi à aider les structures désireuses d'appliquer des projets semblables en Europe à mettre en œuvre des approches identiques aux niveaux local ou régional. Pour ce faire, les partenaires construisent des réseaux locaux et régionaux, et définissent le matériel à utiliser, pour des projets similaires, dans un contexte international. Les membres du consortium [l'Agence de l'énergie de Berlin et Caritas Berlin (Allemagne), Changeworks (Royaume-Uni), Energiaklub (Hongrie), E7 (Autriche) et KOMOSIE (Belgique)] apportent leur savoir-faire spécifique et varié - dans l'efficacité énergétique ou l'action sociale - pour faire progresser et diffuser le



modèle. ACHIEVE et EC-LINC échangent régulièrement sur leurs outils et leurs résultats respectifs. Les deux projets prévoient la tenue d'un atelier commun, probablement en 2013 à Bruxelles durant la Semaine européenne de l'énergie durable. EC-LINC est financé par la Commission européenne dans le cadre du programme EIE jusqu'en octobre 2013. Site Internet: [www.ec-linc.info](http://www.ec-linc.info)

## Vers une action cohérente pour aider les Européens à réduire la précarité énergétique

Avec le démarrage des visites à domicile dans plusieurs pays, ACHIEVE est sur la bonne voie. Depuis la phase initiale qui consistait pour chacun à définir le champ de la précarité énergétique, jusqu'à l'instauration de la dynamique de travail entre les partenaires, le projet a atteint aujourd'hui le cœur de ses activités.

La première étape, pour tous les partenaires, consistait à délimiter leur domaine d'intervention et identifier les principaux acteurs locaux susceptibles de soutenir la mise en œuvre des activités. Plusieurs méthodes ont permis de prendre contact avec les acteurs clés : les partenaires ont eu recours à des ateliers de discussion, réunions ou entretiens pour explorer la façon dont les réseaux locaux pouvaient se construire, et déterminer les outils et les chaînes d'intervenants à utiliser pour arriver jusqu'aux ménages. Les acteurs locaux varient d'un pays à l'autre (associations de locataires, travailleurs sociaux, collectivités locales, ou encore les ménages eux-mêmes, etc.) mais un fil rouge les relie partout en Europe: ils reconnaissent tous la précarité énergétique comme un défi majeur, et souhaitent contribuer à relever le défi.

L'étape suivante reposait sur l'identification des groupes de personnes pouvant être formés pour devenir des conseillers en économie d'énergie – les multiplicateurs, qui se rendent chez les ménages pour identifier avec eux les sources d'économies d'énergie et d'eau. Il s'agit ici d'une innovation sociale importante : améliorer l'intégration sur le marché du travail de chômeurs de longue durée et d'étudiants qui manquent d'expérience et de qualification. C'est pourquoi, dans l'ensemble des pays du projet, les conseillers sont tous des chômeurs longue durée ou des étudiants, ou une combinaison des deux. En complément, dans certaines régions, des bénévoles ou volontaires sont également formés pour mettre en œuvre des visites. Les premières formations ont montré que les conseillers en économie d'énergie, tout comme les acteurs clés locaux, adhèrent à l'esprit du projet et s'engagent fortement dans l'action.

Pour l'heure, le cœur des activités du projet commence à se matérialiser. Les conseillers en énergie démarrent leurs premières visites, et avec elles émergent les premiers retours d'expérience concrets. Ces retours montrent que l'outil de calcul (très sophistiqué) des économies potentielles pour chaque ménage, développé par Caritas Francfort, doit encore être ajusté pour englober toutes les spécificités locales. Un intérêt certain à élargir la gamme des petits équipements distribués aux ménages apparaît également. Enfin, les visites montrent que, même si une méthodologie d'intervention et des outils communs ont été élaborés, chaque ménage reste un cas particulier, et les conseillers doivent faire preuve de beaucoup d'ingéniosité pour répondre efficacement à la diversité des situations.

Au démarrage d'ACHIEVE, il était clair que le premier challenge des partenaires était de réussir à connecter des situations locales, régionales, nationales très diverses autour d'une initiative homogène. Après près d'un an de réunions et de conférences téléphoniques, les différences s'effacent peu à peu et laissent place à une action cohérente, qui permettra d'apporter des solutions pratiques et structurelles pour aider les Européens à réduire la précarité énergétique.



## Où en est ACHIEVE ?

### En France

Dans chacun des deux sites pilotes français (Plaine Commune et Marseille), des conseillers en énergie ont été recrutés en février 2012, en étroite collaboration avec les structures clés locales pour l'emploi (le Pôle Emploi, la Mission Locale, etc.), puis formés jusqu'en mars 2012. Ils ont tous été embauchés via des contrats aidés d'insertion, pour une période de 6 mois, même si le mode de recrutement et l'organisation au quotidien varie pour l'IDEMU et le GERES: l'IDEMU a recruté en interne ses quatre premiers conseillers (qui sont donc partie intégrante du personnel de l'IDEMU), sur la base de contrats de 30 heures hebdomadaires.

Pour chaque conseiller, environ 70 heures sont dédiées à la formation, et 20 heures au projet personnel (résolution des problèmes sociaux, construction du projet professionnel, réponse à des offres d'emploi, etc.). Le GERES a de son côté choisi de déléguer (par contractualisation) le recrutement et la gestion au jour le jour des conseillers à Evolio, une association spécialisée dans l'insertion par l'activité économique. Chaque conseiller signe un contrat de 26 heures de travail par semaine, pour 6 mois, dont 6 heures sont consacrées au projet professionnel individuel. Chaque conseiller dispose donc de 20 heures « productives » par semaine.

Ces contrats peuvent être renouvelés pour une nouvelle période de 6 mois, et si les conseillers trouvent une meilleure opportunité d'emploi en cours de contrat, ils peuvent mettre fin à leur mission. Quatre conseillers en énergie ont ainsi déjà suivi les 60 heures de formations proposées par le GERES dans le cadre d'ACHIEVE. À Marseille et Plaine Commune, une deuxième vague de recrutements sera organisée fin 2012. Mais pour l'heure, les premières visites auprès des ménages détectés viennent de commencer...

### En Allemagne

La précarité énergétique est un sujet qui prend de l'ampleur en Allemagne. Les coupures d'électricité et de gaz concernent en moyenne quelques 600 000 ménages chaque année, directement liées à l'augmentation importante des prix de l'électricité et de gaz (+ 15% entre 2009 et 2011) (1) ; et celle du prix du fioul. En conséquence, de nombreux ménages ont des difficultés à payer leurs factures d'énergie.

Ce phénomène risque de s'aggraver dans un futur proche, puisque les prix de l'énergie promettent de poursuivre leur évolution à la hausse. Or, des dépenses d'énergie accrues peuvent devenir un réel piège pour nombre de ménages, à cause de leur budget déjà serré et de leur manque de compétence ou d'expérience dans la gestion de celui-ci. C'est pourquoi les demandes de conseils qualifiés liés au chauffage et à ses coûts prennent aussi de l'ampleur.

Grâce à ACHIEVE, le dispositif « Energies-parservice » de Francfort peut maintenant proposer aux ménages des conseils sur-mesure et individualisés, ainsi que de nouveaux équipements, pour les aider à mieux maîtriser leur consommation d'énergie liée au chauffage. Les premiers retours d'expérience montrent que les produits pour améliorer l'isolation et l'étanchéité sont particulièrement sollicités : les conseillers ont ainsi noté que les panneaux réflecteurs, facilement installés derrière les radiateurs, sont très appréciés, tout comme le calfeutrage des fenêtres et des portes qui apportent un surcroît de confort en améliorant l'étanchéité à l'air, et qui permettent en même temps de réduire jusqu'à 20% les déperditions d'énergie par ces ouvrants. Pour l'instant, ce sont les conseillers en énergie qui sont chargés de la pose des joints d'isolation. L'installation par un membre du ménage lui-même n'a pas encore été testée.

(1) source : VZ Nordrhein-Westfalen, <http://www.vz-nrw.de>

### En Bulgarie

À Plovdiv, les conseillers en énergie sont des étudiants d'écoles professionnelles, et leur formation pour ACHIEVE a démarré le 17 février 2012. Le but, pour eux, est de compléter leurs études en appliquant sur le terrain le contenu des enseignements, et d'obtenir une première expérience pratique et professionnelle.

La première école qui participe au projet est l'Ecole de formation professionnelle des technologies électriques. Les experts de l'Agence de l'énergie de Plovdiv assurent les enseignements aux élèves, en utilisant les outils développés dans le cadre du projet. Puis, les étudiants formés réalisent les visites prévues chez les ménages ciblés par ACHIEVE (qui sont détectés et contactés avec l'aide de la Direction régionale pour l'aide sociale) : diagnostic énergétique avec et chez ces familles, relevé de l'état des appareils électroménagers, analyse des données grâce aux outils développés pour le projet, et suggestions de pistes d'améliorations auprès des familles.

### En Slovénie

Après la formation de 13 conseillers en énergie, qui a réuni majoritairement des chômeurs, mais aussi quelques volontaires désireux d'être formés pour devenir conseiller en énergie, la Slovénie s'apprête à entrer dans le cœur de l'action.

Des connaissances théoriques ont été dispensées aux participants, testées concrètement au travers de nombreux exercices pratiques, notamment dans le domaine de la communication mais aussi pour l'installation et l'utilisation adéquate des équipements.

Les premières visites ont démarré rapidement après la formation, et la majorité des conseillers ont pu, à ce jour, réaliser une visite. Les premières visites ont constitué une expérience intéressante : les conseillers ont dû utiliser des compétences de persuasion pour obtenir toutes les informations utiles. Cependant, cette difficulté s'est atténuée lors des visites suivantes, et dorénavant les ménages sont mieux informés en amont de la visite. Ils sont ainsi mieux préparés, et donc plus enclins à laisser les conseillers explorer chaque recoin de leur appartement et à leur expliquer leurs factures d'énergie.

Une coopération avec Caritas et la Croix-Rouge, qui informent leur public sur le service proposé par FOCUS, a été mise en place et fonctionne bien. Le flux des demandes de visites est régulier et bien coordonné dans le temps.

### Le “Green Deal” au Royaume-Uni

Outre-Manche, afin de rendre les investissements dans l'efficacité énergétique abordables, un certain nombre de dispositifs ont vu le jour ces dernières années. Ils reposaient sur un prélèvement sur toutes les factures d'énergie et sur une obligation, pour les 6 plus grands fournisseurs d'énergie du pays, de participer à l'effort national (via le dispositif des certificats d'économie d'énergie). Certains programmes, comme le CERT (Carbon Emissions Reduction Target : objectif de réduction des émissions de carbone),

ont été très efficaces, mais ont ciblé en priorité les mesures faciles et rapides à mettre en œuvre, pour un coût relativement faible (l'isolation des murs à double paroi par exemple). En parallèle, des programmes de financement tels que Warm Front ont permis de développer des mesures complémentaires pour améliorer l'efficacité énergétique des logements, à coût nul pour les ménages vulnérables, intégrant les problématiques liées au chauffage.

Le CERT a été un succès, mais a traité les cas les plus faciles, et beaucoup reste donc à faire sur le parc résidentiel britannique (responsable de 43% des émissions totales de CO2 du pays en 2009), constitué en majorité de bâtiments « difficiles à traiter » : il s'agit par exemple de ceux ayant des murs pleins simple paroi, ou qui ne sont pas raccordés au réseau de gaz de ville.

Jusqu'à présent, c'est uniquement lorsque le propriétaire pouvait et souhaitait investir pour financer les travaux que les rénovations énergétiques de ces bâtiments difficiles (ou coûteux) à traiter ont été enclenchées. Face à cette limite, le gouvernement britannique propose désormais le Green Deal, système qui permet des mesures d'efficacité énergétique sans coût initial ou avance des frais pour le ménage (ou l'entreprise) propriétaire. Un « fournisseur de Green Deal » fait l'avance du coût de la rénovation et le remboursement du « prêt » est directement lié aux futurs relevés de compteurs. Les prêts doivent respecter une « règle d'or » : l'investissement initial dans la rénovation doit pouvoir être remboursé en 25 ans maximum via les économies réalisées sur les factures d'énergie. Fait important pour le projet ACHIEVE : le prêt est lié au logement/bâtiment, et non à la personne qui l'occupe.

Un autre dispositif, ECO (Energy Company Obligation), vient appuyer le mécanisme de financement du Green Deal. ECO est destiné aux ménages qui ne peuvent atteindre des économies d'énergie significatives (et donc respecter la règle d'or) sans mesures de soutien complémentaires. Cela inclut notamment les ménages vulnérables et modestes, et ceux qui vivent dans les logements les plus difficiles à traiter, pour lesquels ECO « boostera » les prêts afin de répondre au critère à la règle d'or.





La Loi sur l'énergie 2011 (<http://www.decc.gov.uk>) relative à la mise en œuvre du Green Deal, établit que légalement, un propriétaire privé ne pourra plus refuser les demandes de travaux d'amélioration de l'efficacité de ses locataires, si les coûts de ces travaux peuvent être couverts par le Green Deal ou ECO. Cela permettra aux conseillers en énergie de ACHIEVE d'indiquer à leur public l'existence de ces mécanismes de financement qui peuvent vraiment faire la différence dans leur consommation d'énergie et leur situation financière.

## Quelques «gadgets» pour économiser ...

### Aérateur de robinet



La consommation d'eau représente une part importante du budget des ménages. Réduire cette consommation ne fait pas seulement baisser la facture d'eau, mais aussi celle d'énergie, puisque l'eau chaude sanitaire compte pour environ 30% de l'eau utilisée par un ménage. Les aérateurs de robinet sont des équipements simples et très abordables, qui réduisent le débit des robinets de 12L à 7,5L en général, et même jusqu'à 2,5L, utilisables au niveau du lavabo.

Le système repose sur un mélange de l'air à l'eau. En général, le dispositif est facile à installer avec des clés à robinet, mais une certaine connaissance technique est nécessaire par exemple pour les systèmes avec chauffe-eau au gaz, ou bien ceux pour lesquels un aérateur ne peut pas être utilisé (petits chauffe-eau électriques isolés). Il est nécessaire de mesurer le débit initial des robinets pour savoir si le dispositif est pertinent. Les économies peuvent être importantes pour les usages où la quantité d'eau nécessaire est variable. En revanche, pour les utilisations où cette quantité est fixe (la cuisson ou l'arrosage des plantes, par exemple), on ne peut pas atteindre d'économies. L'expérience du Cariteam Energiesparservice de Francfort démontre, pour ce produit, une réduction des consommations de 30 à 60%, soit une économie moyenne 2,9 m3 d'eau et 30 kWh d'énergie par an.

### Lampe Fluo-Compacte

L'éclairage représente environ 14% de la consommation d'électricité en Europe. Les ampoules à incandescence et les halogènes utilisent 60 à 80% plus d'électricité qu'une lampe fluo-compacte (LFC). Les remplacer par des LFC permet d'économiser en moyenne 39 kWh/an (selon l'expérience du Cariteam Energiesparservice à Francfort). Les LFC sont faciles à installer, et permettent sur la durée de réaliser des économies sensibles, malgré leur coût initial plus élevé. Il existe encore de nombreux préjugés liés aux LFC, tels que les dangers liés à leur teneur en mercure, la couleur de la lumière, le faible éclairage ou le temps d'allumage long. Fournir aux clients des informations appropriées sur la collecte de ces ampoules, les bons gestes à adopter lorsqu'elles se brisent et la qualité de la lumière reste donc une étape cruciale pour surmonter ces préjugés.

## Quoi de neuf dans ACHIEVE ?

Les partenaires d'ACHIEVE ont mis en ligne sur leur site Internet (section « Materials/Trainings ») la version européenne du programme de formation spécifique pour la maîtrise de l'eau et de l'énergie: ce document méthodologique s'adresse à tout formateur en charge de transmettre savoirs et savoir-faire à de futurs conseillers en économie d'énergie, tels ceux recrutés et formés pour ACHIEVE. Les principaux modules de formation y sont détaillés et étayés par des conseils et des astuces pratico-pratiques. Les versions nationales du document, adaptées à chaque contexte local, seront bientôt disponibles également.

## Partenaires

CLER - Comité de Liaison Energies  
Renouvelables (Coordinateur), France  
[www.cler.org](http://www.cler.org)  
Marie Moisan,  
[marie.moisan@cler.org](mailto:marie.moisan@cler.org)



CARITAS - Energiesparservice Caritasverband  
Frankfurt e.V., Allemagne  
[www.caritas-frankfurt.de](http://www.caritas-frankfurt.de)  
Marlene Potthoff,  
[Marlene.Potthoff@caritas-frankfurt.de](mailto:Marlene.Potthoff@caritas-frankfurt.de),



EAP - Energy Agency of Plovdiv, Bulgarie  
[www.eap-save.eu](http://www.eap-save.eu)  
Vasil Zlatev,  
[vasil.zlatev@eap-save.dir.bg](mailto:vasil.zlatev@eap-save.dir.bg)



FOCUS - association for  
sustainable development, Slovénie  
[www.focus.si](http://www.focus.si)  
Tomislav Tkalec,  
[tomi@focus.si](mailto:tomi@focus.si)



GERES - Groupe Energies Renouvelables,  
Environnement et Solidarités, France  
[www.geres.eu](http://www.geres.eu)  
Marie-Maud Gérard,  
[mm.gerard@geres.eu](mailto:mm.gerard@geres.eu)



IDEMU - Institut de l'Ecologie en Milieu Urbain,  
France  
[www.idemu.org](http://www.idemu.org)  
Julie Solenne,  
[julie.solenne@idemu.org](mailto:julie.solenne@idemu.org)



SWEA - Severn Wye Energy Agency,  
Royaume-Uni  
[www.swea.co.uk](http://www.swea.co.uk)  
Jon Clarke, [JonClarke@swea.co.uk](mailto:JonClarke@swea.co.uk)



ACHIEVE est soutenu par :

